



Collectif Girondin

Pour un audit citoyen de la dette

Quelles alternatives à la réforme des retraites ?

Bordeaux – 21/11/2013

Guillaume Pastureau
Economiste, GREThA UMR CNRS 5113
Université Montesquieu-Bordeaux IV
ATTAC campus Bordeaux
<https://sites.google.com/site/pastureauguillaume/>

Une brève histoire sociale du salariat

- La question sociale au XIXe siècle
- Le siècle inachevé de la société de marché
- Le solidarisme : la société est un tout, dette sociale et droit, l'homme n'est pas responsable des risques sociaux.
- De l'assurance sociale à la protection sociale

Les systèmes de retraite

Par répartition

- Principe :
 - Prélèvement d'une partie de la richesse produite dans l'économie (valeur ajoutée) par les travailleurs actifs.
 - Ces cotisations sociales sont aussitôt utilisées pour payer les retraites
- Mode de calcul (assiette) : les cotisations sont calculées sur la base d'un pourcentage de la masse salariale
- Un système fondé sur la solidarité inter- et intra- générationnelle, garanti par la société, reconnu par la nation
- Logique de droits sociaux

Par capitalisation

- Principe :
 - L'épargne individuelle est placée et les revenus tirés de ces placements sont capitalisés.
 - Au moment du départ à la retraite, les compagnies d'assurances et les fonds de pensions vendent les titres financiers qu'ils avaient achetés pour le compte de leurs souscripteurs
- Illusions/risques :
 - L'argent n'est pas « récupéré » lors de la retraite, il est prélevé sur la richesse produite à ce moment-là par les travailleurs actifs, une répartition différente
 - Soumission aux évolutions boursières
 - Inégalités renforcées.



On ne finance jamais sa propre retraite ! Les modes de gestions différent, l'un est socialisé, l'autre est privatisé

Un problème de financement ?



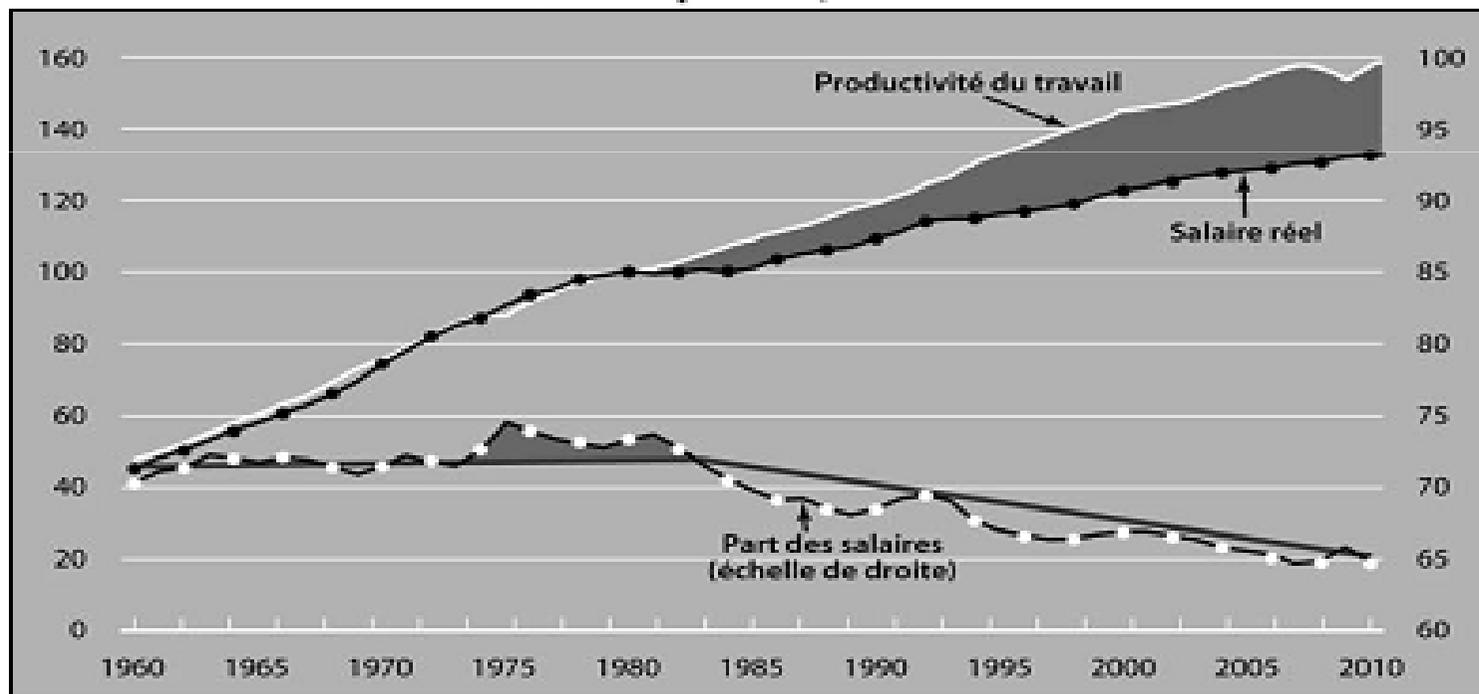
Retour sur des brèves de comptoir

- « Il n'y a plus d'argent dans les caisses, on n'a plus les moyens de financer notre Etat social »
 - En 1950, le PIB de la France est de 15 milliards d'euros (base 2005)
 - En 2008, il est de 2 032,3 milliards de dollars (base 2005)
- « Il y a bien un déficit des caisses de retraites ? Donc il faut réformer ! Et puis on vit plus longtemps »
 - Rapport 2012 du COR explique : « La dégradation beaucoup plus rapide que prévu des comptes des régimes de retraite du fait de la chute des recettes liées à la crise »
 - Rapport Moreau (2013) : « la durée et l'ampleur de la crise depuis 2008 affectent fortement le système des retraites »
 - Baisse de l'espérance de vie en bonne santé !

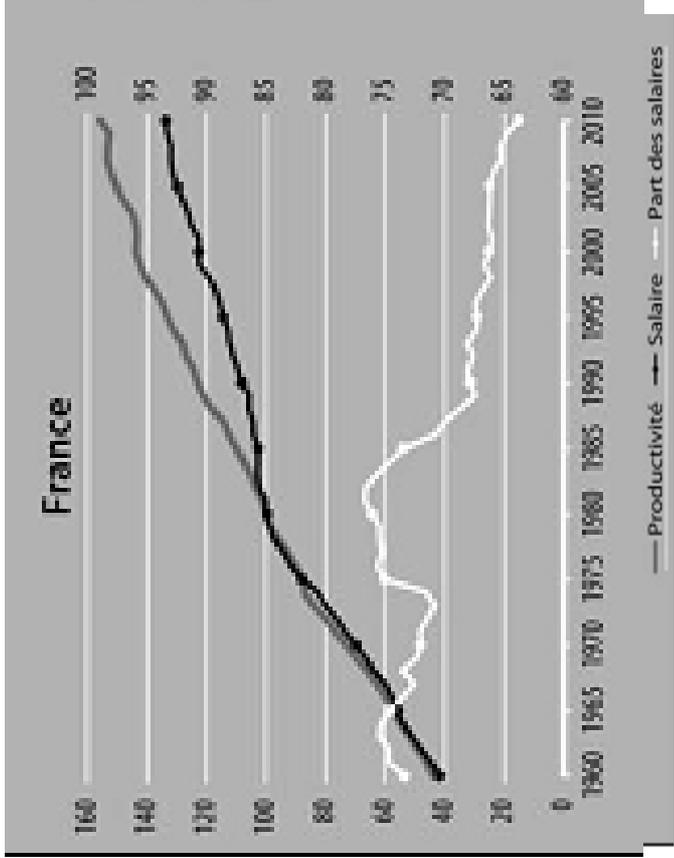
- « Mais, il y a un problème de compétitivité ! On peut pas se permettre d'augmenter les charges sociales »



**Graphique 6. Les composantes de la part salariale
Union européenne, 1960-2010**

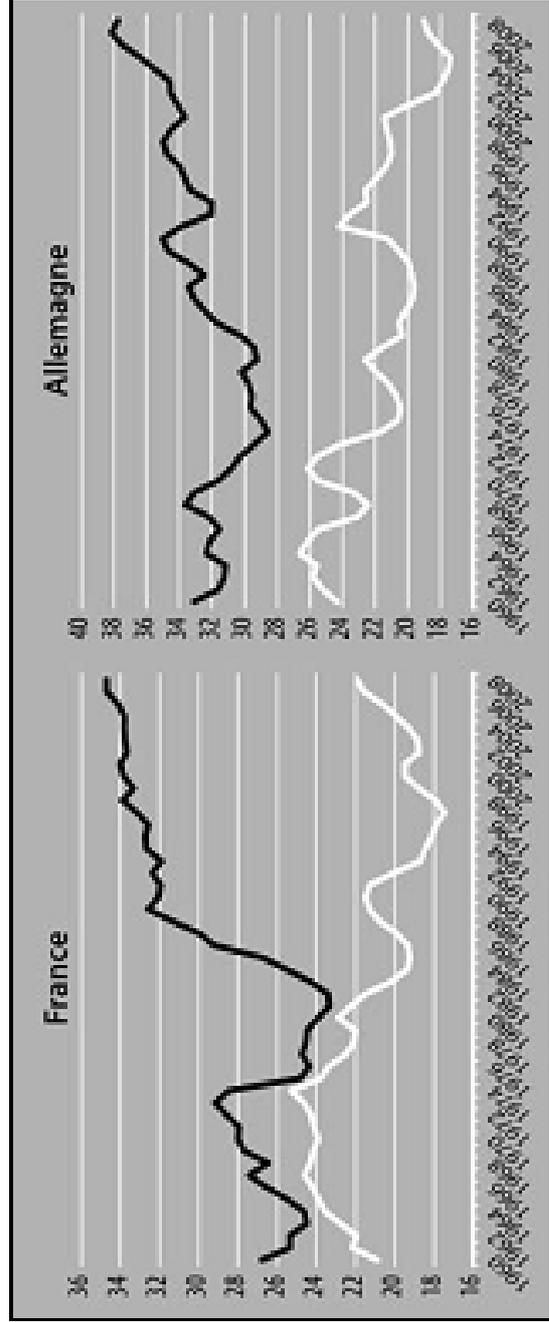


Productivité et salaire : base 100 en 1980, échelle de gauche. Part des salaires en %, échelle de droite.
Source : AMECO (2010). Estimations pour 2009 et prévisions pour 2010.



Productivité et salaire : base 100 en 1980. Part des salaires en %.
 Source : AMECO. Estimations pour 2009 et prévisions pour 2010.

Graphique 11. Taux de marge et taux d'investissement, 1960-2008



Quelles conclusions ?

- Il n'y a pas de CHARGES SOCIALES, mais une CHARGE DU CAPITAL
- Les COTISATIONS SOCIALES expression d'un salaire indirect et socialisé

exonération de cotisations sociales

=

baisse du salaire socialisé



Quelles alternatives ?

- Si il y a des charges du capital alors il faut élargir l'assiette de cotisation aux dividendes,
 - la proportion de la valeur ajoutée dans les sociétés non financières distribuée aux actionnaires est passée de 5% à plus de 9 %, soit 50 milliards d'euros supplémentaires par an.
 - Il existe un surcoût du capital (étude du CLERSE Lille 1) estimé à 97 milliards d'euros.
 - Atténuation du caractère contributif du système de retraite, c'est-à-dire du lien entre cotisations versées par le salarié et sa futur pension, amélioration du caractère de socialisation
- Une réforme fiscale juste et progressive **NECESSAIRE** : lutter contre les exonérations et niches fiscales en tout genre : depuis réforme Fillon 20 milliards d'euros par an d'exonérations de cotisations sociales, pour quelle efficacité ?

Quelles alternatives ?

- Une redéfinition de la place du travail dans nos sociétés pour un éco-développement soutenable :
 - Baisse de tous les temps de travail ;
 - Réappropriation du surplus de richesse
- Réforme globale du système de SECU :
 - Une caisse unique pour l'ensemble des travailleurs universalité de la protection sociale
 - Redéfinition du système de santé, grand service public de santé, fin de la médecine libérale, nationalisation de la pharmacologie et démarchandisation de la protection sociale